

Canada - United States
Inter-Parliamentary Group
Canadian Section



Groupe interparlementaire
Canada - États-Unis
Section canadienne

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
concernant sa participation à la 5^e Conférence annuelle de
l'Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des
provinces canadiennes (SEUS-CP)**

Groupe interparlementaire Canada-États-Unis

**Myrtle Beach, Caroline du Sud, États-Unis d'Amérique
Du 20 au 22 mai 2012**

Rapport

MEMBRE DE LA DÉLÉGATION

Du 20 au 22 mai 2012, M. Rick Dykstra, député et vice-président de la Section canadienne du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis (GIP), a représenté le GIP lors de la 5^e Conférence annuelle de l'Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des provinces canadiennes (SEUS-CP) à Myrtle Beach, en Caroline du Sud.

LA CONFÉRENCE

L'Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des provinces canadiennes est un partenariat qui réunit six États du Sud-Est des États-Unis (l'Alabama, la Caroline du Nord, la Caroline du Sud, la Géorgie, le Mississippi, et le Tennessee), ainsi que sept provinces canadiennes (l'Île-du-Prince-Édouard, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, l'Ontario, le Québec et Terre-Neuve-et-Labrador). Cette alliance vise à accroître les échanges commerciaux et à promouvoir les investissements. Le groupe a été créé en 2007 afin de servir de forum par lequel le désir partagé de renforcer les liens économiques entre les deux régions peut être mis de l'avant.

Des délégations de chaque État se réunissent annuellement depuis les quatre dernières années dans le cadre d'une conférence interentreprises. Les délégations, dirigées par les gouverneurs des États et les premiers ministres provinciaux, comprennent des dirigeants d'entreprises et des chefs de file de l'industrie.

La cinquième conférence annuelle a été coprésidée par la gouverneure de la Caroline du Sud, Nikki Haley, et le premier ministre du Nouveau-Brunswick, David Alward.

OBJECTIFS DE LA DÉLÉGATION POUR LA CONFÉRENCE

C'était la troisième fois que des membres de la Section canadienne du GIP participaient à une réunion de l'Alliance SEUS-CP dans le cadre de la Conférence annuelle. Dans un sens, l'Alliance est le pendant du Pacific NorthWest Economic Region – PNWER – dans l'est du pays, qui, en règle générale, inclut des représentants des secteurs public et privé, mais pas des gouverneurs américains ou des premiers ministres de provinces canadiennes.

La Section canadienne constate encore la nature concrète de la Conférence de l'Alliance et la présence d'un certain nombre de gouverneurs américains et de premiers ministres provinciaux du Canada, ce qui, d'une certaine façon, témoigne de l'envergure de l'Alliance SEUS-CP et de ce qu'elle accomplit.

La Section canadienne a l'intention de participer à d'autres réunions annuelles de l'Alliance SEUS-CP et de continuer à défendre les intérêts du Canada, particulièrement auprès des gouverneurs américains et des intérêts commerciaux.

ACTIVITÉS DE LA CONFÉRENCE

La Conférence de l'Alliance SEUS-CP de 2012 comprenait des réunions de jumelage d'entreprises et les séances plénières suivantes :

- Cérémonies d'ouverture
- Séance de discussion ouverte
- Discussion : Les perspectives économiques et commerciales et le Sud-Est des États-Unis
- Séance de discussion ouverte
- Discussion : L'avenir du secteur manufacturier
- Discussion : Au-delà de la frontière : L'efficacité du commerce entre le Canada et les États-Unis dans un contexte de sécurité accrue.

LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES ET LE SUD-EST DES ÉTATS-UNIS

Mark Vitner, de Wells-Fargo, et Derek Burleton, de Groupe Financier Banque TD, présentent les perspectives économiques. Selon eux, malgré les difficultés économiques des dernières années, il semble y avoir une reprise tant au Canada que dans le Sud-Est des États-Unis. En ce qui concerne les États-Unis, on indique que la reprise est attribuable à une réduction du coût des intrants. Si l'économie américaine est en croissance, il reste que, pour l'économie mondiale, les perspectives sont toujours incertaines. Lorsque les prochaines élections fédérales américaines seront passées, la route vers la sécurité économique sera plus claire. Cela dit, la situation de la dette se détériore encore et un débat sur le plafond de la dette devra être fait avant la prochaine élection. Trop d'obstacles restent à surmonter avant que des améliorations immédiates puissent être apportées. Le débat se poursuit au sujet du prolongement des réductions fiscales adoptées par le président George W. Bush et on spéculé au sujet de l'accord de séquestre du Congrès relatif à des réductions budgétaires de 1,2 billion de dollars.

Dans les 50 États, le taux d'emploi est élevé et des emplois sont créés partout au pays. Si une monnaie sous-évaluée a donné au secteur manufacturier un faux sentiment de sécurité, on s'attend à ce qu'au cours de deux prochaines années ce secteur connaisse une reprise, entre autres en raison des accords commerciaux. Aux États-Unis, les taux d'imposition des sociétés sont parmi les plus faibles au monde.

En ce qui concerne le Canada, le taux de croissance économique, à ce jour en 2012, est de 2 %. On procède à des réductions de dépenses, le taux d'emploi est élevé et le prix du carburant chute. La reprise est à mi-régime; le taux d'emploi est bon et le prix du carburant est faible. De plus, la force du secteur des ventes d'automobiles stimule l'économie nationale. Malgré le débat sur le syndrome hollandais, le secteur manufacturier canadien est en croissance.

La réorganisation du milieu de travail est plus facile à réaliser sans syndicats. Par conséquent, certains fabricants canadiens transfèrent leur production aux États-Unis, où la productivité est plus élevée. Le Canada met l'accent sur la réforme de l'immigration; il apporte notamment des changements au programme des travailleurs qualifiés étrangers, de manière à ce que l'immigration puisse appuyer la croissance économique. Sur le plan du commerce de produits énergétiques, si le projet de pipeline Keystone XL n'a pas encore été entièrement approuvé aux États-Unis, il reste que ce projet est nécessaire afin d'accroître les exportations de produits énergétiques canadiens aux États-Unis.

Pour ce qui est des indicateurs économiques, il convient de souligner qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter outre mesure au sujet de l'économie canadienne. Le revenu réel disponible n'a pas connu de croissance au cours des deux dernières années, les quatre plus grandes banques canadiennes travaillent encore à la « remise en état » de leur bilan de la récession, le marché du crédit doit encore s'améliorer, le commerce avec la Chine suscite des craintes et dans les deux pays, les gouvernements mettent l'accent sur le court et le moyen terme, exception faite des changements proposés à la Sécurité de la vieillesse, conçus pour assurer la stabilité et la pérennité à long terme.

MM. Vitner et Burleton commentent aussi la situation de la Grèce et de la Chine. Selon eux, la situation économique de la Grèce et ses implications pour l'Union européenne influenceront substantiellement sur le Canada et les États-Unis; une réponse politique sera nécessaire. Toujours selon eux, on ne résoudra pas le problème en expulsant tout simplement la Grèce de la zone euro. Le départ de la Grèce entraînerait des problèmes économiques pour les pays qui ont avec la Grèce des contrats dont la valeur est établie en euros. Au sujet de la Chine, on indique que, s'il n'y a pas de récession à proprement parler, la demande a diminué. Le ralentissement mondial général n'a pas eu d'effet important sur l'économie américaine, qui a en fait enregistré une croissance de 7 %. Les économies ralentissent, mais croissent toujours.

SÉANCE DE DISCUSSION OUVERTE

Les gouverneurs et les premiers ministres discutent des initiatives ayant donné de bons résultats dans leurs États et provinces respectifs :

- L'Ontario prévoit collaborer avec les entreprises novatrices et respectueuses de l'environnement.
- Le Tennessee a mis sur pied un programme de prêts éconergétiques à l'intention des entreprises, afin de les encourager à entreprendre des projets à faible consommation d'énergie qui seront respectueux de l'environnement et économiques à long terme. Le programme est plus particulièrement conçu pour aider les entreprises du Tennessee à financer les investissements dans la technologie à haut rendement énergétique, les améliorations énergétiques et les systèmes d'énergies renouvelables. Le programme, administré par Pathway Lending, offre des prêts à des taux inférieurs à ceux du marché pour financer jusqu'à 100 % des améliorations visant à réduire la consommation d'énergie, ce qui permet de réduire les coûts et d'accroître la rentabilité.
- La Caroline du Sud a connu une forte croissance dans les secteurs de l'aéronautique, de la construction automobile et de la production de pneus. La Caroline du Sud est devenue l'État où s'installer dans le domaine de la fabrication.
- Le Québec met l'accent sur la formation de la main-d'œuvre et investit 45 milliards de dollars dans les infrastructures.
- L'Île-du-Prince-Édouard entretient la croissance économique. La province croit que les bons entrepreneurs doivent être novateurs et que le gouvernement devrait créer un environnement qui favorise la création d'emplois et mettre en place un régime fiscal qui encourage la croissance; à cet égard, la formation est un facteur essentiel. Le secteur des sciences biologiques est vital pour la province.
- En Alabama, le taux de chômage est à 7,2 % et continue à baisser. Le gouvernement croit que l'innovation est essentielle au succès et une alliance de développement économique a été mise sur pied. Le secteur privé, le département du commerce de l'État, les commissions de services publics de l'Alabama ainsi que les universités et collèges de l'État ont participé à l'élaboration du plan « Accelerate Alabama ». Lancé en 2012 après six mois de préparation, le plan vise 11 secteurs où des travailleurs seront recrutés pour doter de nouveaux emplois. Le plan, qui définit de nouveaux objectifs législatifs pour améliorer les ressources existantes, met l'accent sur la création d'emplois en misant sur l'innovation, l'esprit d'entreprise, la commercialisation ainsi que la recherche et le développement. Les secteurs visés aux fins de la croissance et du développement des entreprises sont entre autres l'aérospatiale et la défense, l'automobile et l'agriculture.
- La Géorgie a mis l'accent sur la recherche novatrice en matière de santé; la Georgia Research Alliance (GRA), qui depuis plus de deux décennies offre une approche intégrée en matière de développement économique, a joué un rôle important dans l'ensemble du processus, de l'aide financière à la recherche à l'aide à la commercialisation des produits des jeunes entreprises. Elle a mis sur pied 28 centres d'excellence en recherche reconnus à l'échelle nationale, elle a recruté des

chercheurs et a attiré des investissements fédéraux et privés de 2,6 milliards de dollars qui ont aidé à la création d'entreprises et d'emplois et qui ont donné lieu à des percées scientifiques. Les entreprises profitent des partenariats universitaires comme la GRA.

- Au Nouveau-Brunswick, un certain nombre d'initiatives ont été menées dans le domaine de la technologie des soins de santé. Par exemple, les secteurs de la technologie et des sciences biologiques font l'objet d'un développement, des entreprises aident les médecins à gérer les dossiers des patients, des chercheurs tentent de trouver des façons d'accélérer les diagnostics; il est en outre possible d'aider les chercheurs par des activités de marketing ou des investissements en capital.
- Selon la province de la Nouvelle-Écosse, les provinces canadiennes collaborent et offrent nombreuses possibilités de partenariats. Un chantier naval d'Halifax (Irving) a récemment obtenu un contrat de 25 milliards de dollars pour la construction de nouveaux navires de combat à l'intention de la Marine royale canadienne; ce contrat favorisera la croissance de l'économie de la Nouvelle-Écosse et du Canada et aidera les chantiers navals d'autres provinces, qui pourront réaliser des travaux de sous-traitance. En outre, la province a réalisé des investissements rentables dans le forage en mer. Shell Canada a remporté un appel d'offres pour l'exploration des gisements de pétrole et de gaz au large de la côte sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, où elle a investi près de 1 milliard de dollars. L'intérêt grandit pour l'exploitation des ressources naturelles en mer.
- Le gouvernement de l'État du Mississippi croit qu'il est important de réunir les entreprises et de continuer à promouvoir les nouvelles relations. La Health Care Industry Zone Act de l'État, récemment adoptée par l'Assemblée législative de l'État, prévoit d'importantes mesures d'incitation fiscale pour encourager les entreprises du domaine de la santé, entre autres dans les secteurs de la recherche et du développement pharmaceutiques, de la biotechnologie et de l'imagerie diagnostique, à investir au Mississippi en vue de rendre l'État plus attrayant pour ceux qui investissent dans une industrie « essentielle » comme celle des soins de santé. Compte tenu du vieillissement de la population, le secteur des soins de santé prendra de plus en plus d'importance. Le gouvernement de l'État croit en outre qu'il importe de lutter contre le décrochage scolaire. En 2006, l'Assemblée législative du Mississippi a mis sur pied l'Office of Drop-out Prevention, au sein du département de l'éducation. Ce bureau travaille de concert avec les districts scolaires publics, les communautés et les organismes afin d'élaborer des programmes conçus pour faire augmenter le taux de diplomation à 85 % d'ici l'année scolaire 2018-2019. Le bureau coordonne ses activités avec l'Office of Compulsory School Attendance, School Counseling and Alternative Education.

- La Caroline du Nord a mis sur pied un conseil de l'innovation, par l'entremise duquel les entreprises peuvent recevoir des subventions les aidant à obtenir des brevets et des licences. Il convient aussi de noter que, dans cet État, le secteur de l'aéronautique entraîne de grandes dépenses, en raison des fonds que l'État doit offrir en contrepartie des fonds fédéraux offerts à cette industrie, et que la Caroline du Nord a été une pionnière dans le domaine des sciences biologiques. Qui plus est, étant classée au 17^e rang national en sciences et en mathématiques, la Caroline du Nord croit que l'éducation constitue un facteur important dans le succès des entreprises.

Pour conclure, les gouverneurs et les premiers ministres ont indiqué qu'il est préférable de permettre aux entreprises de fonctionner sans « intervention externe » et, dans l'idéal, de s'installer là où se trouvent des ressources humaines qualifiées dans le domaine de la haute technologie. En ce qui concerne la frontière commune, ils sont d'avis que la sécurité frontalière demeure primordiale, mais que les activités des entreprises ne devraient pas être entravées par des barrières. Selon eux, la frontière commune doit être ouverte pour assurer la survie des entreprises, mais un juste milieu doit être trouvé entre cet objectif et les impératifs en matière de sécurité.

L'AVENIR DU SECTEUR MANUFACTURIER

Geoffrey Aucoi, de Michelin, Marco Cavazzoni, de Boeing et Inta Zvagulis, de BuildIT, donnent leurs points de vue au sujet de l'avenir du secteur manufacturier. Selon eux, pour les entreprises d'aujourd'hui, des politiques appuyant la croissance des fournisseurs nationaux sont requises et les contrats de 500 pages ne sont pas utiles dans le contexte actuel des entreprises. Les intervenants expriment leurs commentaires sur les enjeux relatifs à la main-d'œuvre, la fabrication de pointe et l'économie mondiale.

Sur le sujet de la main-d'œuvre, on souligne que le secteur manufacturier n'a plus autant d'importance et que personne ne sait ce qui est fait au pays. De plus, on éprouve des difficultés à remplacer les employés qui prennent leur retraite et 1,5 million d'ingénieurs supplémentaires sont requis. En outre, des investissements doivent être réalisés dans la main-d'œuvre hautement qualifiée. La main-d'œuvre doit suivre le rythme des progrès technologiques et on doit veiller à ce que les jeunes acquièrent les compétences voulues en sciences et en mathématiques. Puisqu'il n'est plus « dans le vent » de travailler dans le secteur manufacturier et que les décideurs affirment vouloir aider ce secteur, il est impératif d'engager ceux qui ont l'attitude voulue et l'État doit mettre des programmes de formation sur pied. Si l'on ne trouve pas de solutions aux défis du secteur manufacturier, un siècle aura été perdu. Le problème est gérable; ce

qu'il faut, c'est une façon d'intéresser les jeunes et de les encourager à intégrer le secteur manufacturier.

En ce qui concerne les investissements dans le secteur de la fabrication de pointe et dans le secteur public, on recommande de transformer la recherche en un travail concret, durable à long terme. On ne doit pas oublier que la menace de la concurrence existe toujours, parce que quelqu'un, quelque part, sera capable de produire la même chose, à des coûts moindres. Le Canada en tant que nation et le Québec en tant que province sont des modèles de réussite, parce qu'ils investissent substantiellement dans la recherche scientifique et qu'ils créent des bassins de travailleurs qualifiés.

Enfin, en ce qui concerne le reste du monde et l'économie mondiale, il faut prendre acte du fait que le monde considère « l'Amérique du Nord » comme une zone économique plutôt que comme trois pays distincts. De ce point de vue, les gouvernements du Canada, des États-Unis et du Mexique doivent établir une situation budgétaire stable et se doter d'infrastructures solides, y compris les infrastructures portuaires. Cela dit, la sécurité économique des États-Unis est menacée par la crise de la dette du pays.

DISCUSSION EN GROUPE DES DIRIGEANTS SUR L'INNOVATION, LA DURABILITÉ ET LA PROSPÉRITÉ

DISCOURS THÈME

AU-DELÀ DE LA FRONTIÈRE : L'EFFICACITÉ DU COMMERCE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS DANS UN CONTEXTE DE SÉCURITÉ ACCRUE

Intervenants

John Costanzo, de Purolator International, Mike Fisher, de Consolidated Cargo Carriers et Robert Perkins, de Livingston International Inc. traitent de l'efficacité du commerce transfrontalier entre le Canada et les États-Unis dans un contexte de sécurité accrue. Selon eux, les entreprises recherchent toujours un avantage mondial et la gestion de la logistique et de la chaîne de sous-traitance joue un rôle de plus en plus important sur le plan de la concurrence. Les entreprises doivent continuellement faire face à des changements, en raison de l'augmentation des règlements, de la fluctuation des prix du carburant et de l'évolution de la demande des consommateurs.

En outre, le commerce transfrontalier entre le Canada et les États-Unis est toujours assujéti à des questions logistiques et douanières.

DÉJEUNER-DISCUSSION

L'ambassadeur du Canada aux États-Unis, Gary Doer, parle de sécurité, d'énergie et du budget fédéral du Canada. Au sujet de la sécurité, l'entente sur la sécurité du périmètre et la compétitivité économique suscite toujours des inquiétudes, mais les

États-Unis et le Canada travaillent côte à côte. Le commandement des opérations militaires de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord par le lieutenant-général canadien Charles Bouchard, en Libye, en 2011, témoigne de notre coopération en matière de sécurité. Le commerce des biens et services entre le Canada et les États-Unis est primordial pour l'économie des deux nations et les inquiétudes au sujet de la sécurité de la frontière commune ralentissent les passages à la frontière et nuisent au flux des marchandises entre les deux pays.

Sur le plan de l'Énergie, le Canada et les États-Unis croient toujours en une stratégie et une vision qui aboutiraient à l'indépendance énergétique de l'Amérique du Nord; l'objectif consiste à s'affranchir de la dépendance à l'égard du Moyen-Orient. Des options existent en matière d'énergie abordable, telles que le gaz et l'huile de schiste; il faut reconnaître qu'il existe à l'intérieure de nos frontières des réserves énergétiques pouvant durer plus d'un siècle. Le Canada possède les deuxièmes plus importantes réserves de pétrole au monde et le pipeline Keystone XL doit être construit.

Enfin, le déficit du gouvernement fédéral canadien représentait 1,5 % du produit intérieur brut du pays en 2011. La crise de la dette européenne a des répercussions sur l'Amérique du Nord et, pour que leur discours économique soit crédible, les États-Unis doivent mettre à contribution leur compétence et leur créativité pour réduire leur dette fédérale. Les points de vue des États du Sud des États-Unis au sujet du libre-échange constituent un modèle pour une relation commerciale stable.

Respectueusement soumis,

L'honorable Janis G. Johnson,
sénatrice, coprésidente
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

Gord Brown, député,
coprésident
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada-États-Unis
ACTIVITÉ	5 ^e Conférence annuelle de l'Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des provinces canadiennes (SEUS-CP)
DESTINATION	Myrtle Beach, Caroline du Sud, États- Unis d'Amérique
DATES	Du 20 au 22 mai 2012
DÉLÉGATION	
SÉNAT	
CHAMBRE DES COMMUNES	Rick Dykstra, député
PERSONNEL	
TRANSPORT	2 340,63 \$
HÉBERGEMENT	394,35 \$
HOSPITALITÉ	Ø \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	241,24 \$
CADEAUX OFFICIELS	Ø \$
DIVERS/FRAIS D'INSCRIPTION	1 675,95 \$
TOTAL	4 652,17 \$